

**RAPPORT D'ACTIVITÉ  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DU GARD**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Gard est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 16 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

Le nombre de dossiers déposés au niveau départemental, en baisse constante depuis plus de dix ans, accuse un repli de 2.9% sur l'année 2022. En comparaison, le repli est de 3.1% au niveau régional et de 6.5% au niveau national.

La proportion de redépôts, dont l'origine essentielle est le changement dans les situations professionnelles ou personnelles des débiteurs, progresse de 3 points pour passer de 35.7% à 38.9% après une décrue sur les trois derniers exercices, et ce malgré l'attention apportée par la Commission à la mise en place de solutions pérennes. L'indicateur national est en baisse sur les deux dernières années et concerne 43.2% des dépôts. L'indicateur régional est quant à lui à 39.2%.

10% des redépôts concernent ceux consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (moratoire pour retour à meilleure fortune).

Pour le département du Gard, les dossiers recevables comportant un bien immobilier en résidence principale diminuent sur les deux dernières années passant de 9.1% à 7.5% (8.1% pour la région Occitanie et 8.3% pour les données France).

Le volume de dossiers déposés en 2022 en comparaison à 2019, année de comparaison plus pertinente car hors crise, accuse un repli de 10.81%.

Les données régionales et nationales 2022 affichent respectivement les variations suivantes par rapport à 2019 : le repli est de 17.15% en Occitanie et de 22% pour la métropole

**Recevabilité et orientation**

Le nombre de dossiers déclarés recevables par la commission du Gard marque un repli plus marqué que celui du nombre de dossiers déposés. Il est de 4.8% pour une baisse annuelle de 2.9%.

La part de dossiers non éligibles à la procédure diminue et concerne 5.1% des dossiers examinés pour un indicateur régional à 5.6% et un indicateur national à 5.2%

Les décisions d'orientation vers un réaménagement de dettes concernent 51.3 % des dossiers, contre 54.4% pour l'indicateur régional et avec un écart de 7 points pour l'indicateur national (58.3%).

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

La proportion des dossiers orientés par la Commission et présentant une capacité de remboursement négative (avec absence de bien immobilier) progresse et passe de 48 à 50.4%.

L'orientation vers un rétablissement personnel avec liquidation judiciaire déjà marginale ne représente plus que 0.8% des orientations

Les orientations se répartissent de la façon suivante :

-47.9% vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (44.9% pour l'Occitanie et 41.3% pour la métropole)

-51.3% vers un réaménagement des dettes (54.4% pour l'Occitanie et 58.3% pour la métropole)

-0.8% vers un rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (0.7% pour l'Occitanie et 0.4% pour la métropole.

100% des dossiers déposés en 2022 ont été orientés dans le respect légal de 3 mois.

#### Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

Les mesures prises pour le traitement des situations de surendettement concernent essentiellement des mesures de réaménagement de dettes (plans conventionnels de redressement ou mesures imposées avec ou sans effacement partiel) et des mesures imposées de rétablissement personnel.

Le nombre de plans conventionnels conclus (réservés exclusivement aux dossiers avec un bien immobilier) représente 7.3% des dossiers traités, la proportion est respectivement pour l'indicateur régional de 7.5% et de 7.3% pour l'indicateur national.

Plus de la moitié de ces mesures (54%) sont des plans d'attente (moratoire pour permettre la vente du bien).

Les mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement représentent 36% des dossiers traités, la part régionale est de 38.20%, contre 42.7% pour l'indicateur national.

Les mesures de rétablissement personnel (effacement de dettes) représentent quant à elles 45.1%, indicateur à rapprocher des dossiers avec une capacité de remboursement négative (50.4%)

Le pourcentage régional est de 41.6% et le national de 37.5%

1256 dossiers ont été traités par la Commission du Gard pour l'année 2022

#### Mesures pérennes et mesures provisoires

Les mesures pérennes, qui permettent soit le règlement intégral de l'endettement, soit le règlement sur la durée disponible suivi d'un effacement des soldes restants à l'issue sous réserve du respect des remboursements prévus, soit un effacement total des dettes, représentent en 2022 78.32% des dossiers traités (+1% par rapport à 2021), se rapprochant des indicateurs régionaux (77.9%) et nationaux (76.3%).

Le nombre de dossiers proposant des mesures provisoires dites d'attente représente une faible partie (6.1%) des dossiers instruits, conformément à la volonté du législateur.

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT**  
**AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES**  
**ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>                                                             | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>                                                            | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tribunal ou greffe du tribunal                                                                                          | 2                                                                                                | -Réunion avec les magistrats et greffiers ainsi que les membres de la commission pour une présentation des évolutions techniques et réglementaires ainsi que du rapport d'activité<br>-Réunion avec le Tribunal de Commerce pour présentation de la loi API |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | 1                                                                                                | -le secrétariat contribue aux préparations en amont des différentes réunions des commissions CCAPEX<br>-participation à la réunion du 7 juin pour présentation de l'articulation avec le surendettement                                                     |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)                                        | <i>Nombre de réunions :</i><br><i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 284</i>  | Formation surendettement, inclusion bancaire, gestion de budget :<br>- 6 webinaires régionaux<br>-Travailleurs sociaux du ministère de l'intérieur<br>-UTASI<br>-CMS<br>-PCB : UDAF                                                                         |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale                                                        | <i>Nombre de réunions</i><br><i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés</i>          | Malgré les demandes de contact avec l'UDCCAS, aucune rencontre n'a pu être possible en 2022                                                                                                                                                                 |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>Nombre de réunions : 2</i><br><i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 52</i> | Formation inclusion bancaire, gestion de budget :<br>-Semaine de l'illettrisme, co-animation avec CEREGARD<br>- Session sur les arnaques auprès de l'UFCV                                                                                                   |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...       |                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      |                                                                                                  | -MODULE EDUCFI THEME EDUCATION FINANCIERE:<br>*au sein de classes 4ème<br>*à l'attention de jeunes de l'association Paul RABAUT<br>* auprès de 417 jeunes dans le cadre du SNU                                                                              |

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

|  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  |  | <p>*auprès de jeunes des missions locales et de Pole Emploi</p> <p>*auprès des jeunes de l'AFPA et de l'École de la 2eme chance</p> <p>*auprès des éducateurs de l'EPIDE</p> <p>-Présentation des ressources EDUCFI auprès des principaux et enseignants en collaboration avec l'inspection académique de Montpellier</p> <p>-Participation au forum semaine de la citoyenneté Mission locale</p> <p>-Conférences auprès de lycées, étudiants et professeurs</p> |
|--|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

*À compléter si nécessaire par l'ajout d'éléments qualitatifs supplémentaires*

**Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de cette concertation visait à échanger sur les pratiques et les évolutions techniques ou réglementaires

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

# PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

## Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

Les **situations avec des biens en indivision** restent problématiques quant à la mise en pratique par les débiteurs d'actes pour sortir de l'indivision ou vendre les parts.

Les procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire dans le cas d'indivision sont soumises à des actes que le débiteur en situation précaire ne peut régler (frais de procédure). Les délais de traitement sont importants.

Dans le cas de **recours ou contestation**, il n'est pas prévu la transmission d'un courrier **d'information aux créanciers** lorsque le dossier est transmis au juge. Si c'était le cas, cela éviterait de recevoir des appels téléphoniques, mails ou courriers demandant l'état d'avancement du dossier et générant une charge de travail importante pour les agents

Le rétablissement des droits APL et AL à la recevabilité est soumis à la reprise du paiement du loyer résiduel courant ce qui n'est pas précisé dans le courrier de notification de la recevabilité au débiteur (il est noté « vos droits à l'aide personnalisée au logement et aux allocations de logement sont rétablis à compter de ce jour »).

Loi ELAN : celle-ci n'est pas applicable si résiliation du bail d'office.

Pour ces dossiers en cas de rappel d'aides au logement, un protocole de cohésion sociale et + éventuellement montage FSL n'est pas possible pour la réglementation CAF si dossier orienté en RP

Une évolution serait à privilégier pour permettre de sauver quelques dossiers de l'expulsion quand le rappel APL permet de régler une grande majorité de l'endettement

A ce jour le contournement est de clôturer le dossier de surendettement pour permettre de traiter uniquement la dette locative mais cela ne traite pas l'endettement en totalité, ce qui est la vocation d'un dossier

## Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Les **mesures d'accompagnement social et ou MASP** ne sont que trop rarement effectivement mises en place par les débiteurs.

L'accompagnement et le suivi budgétaire reste des problématiques importantes et un échéancier avec dates serait le bienvenu.

Une partie des redépôts de dossiers semble liée à l'absence d'accompagnement dans la mise en œuvre des mesures de surendettement.

Pour les mesures prévoyant la vente du bien immobilier résidence principale pour les débiteurs sans ou avec une faible capacité de remboursement : l'impact du relogement est difficilement appréhendé.

Les primes de fin d'année ou primes ponctuelles sont intégrées dans le revenu annuel du débiteur et ont donc une incidence sur la capacité de remboursement calculée ; le débiteur a souvent des difficultés pour gérer ces fluctuations.

Il en est de même pour les prestations sociales fluctuent et génèrent de l'instabilité au niveau des ressources

La capacité de remboursement calculée par la commission est parfois qualifiée d'insuffisamment adaptée aux besoins des débiteurs et souvent comprise

Durée de fichage : les débiteurs possédant un bien immobilier dont le dossier est orienté en PRP avec LJ voient leur fichage prorogé du temps de la procédure auprès des tribunaux et ensuite sont fichés 5 ans pour la mesure d'effacement. Ce délai de fichage peut être très long et pénalise le débiteur sur une durée très importante

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

**Non-respect des effacements en fin de plan par certains créanciers**, notamment lorsque la dette a été cédée à un organisme de recouvrement, qui reprend allégrement les poursuites envers les débiteurs

Il en est de même pour l'effacement de dettes dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel lorsque la créance a été cédée à un organisme de recouvrement

Date : Nîmes, le 21 février 2023

Le président de la commission

Pr Mme LECAILLON

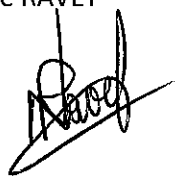


V. SIMONIN  
Directrice DDETS

Préfète du Gard

Le secrétaire de la commission

Mme RAVET



Directrice départementale Banque de France

**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**DONNÉES D'ACTIVITE**

| Indicateurs                                                                                                                                   | 2021         | 2022         | variation<br>2022/2021<br>en % |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------------------------|
| <b>Dossiers déposés</b>                                                                                                                       | <b>1 266</b> | <b>1 229</b> | <b>-2,9%</b>                   |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)                                                                                          | 35,7%        | 38,9%        |                                |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)                                  | 11,5%        | 10,0%        |                                |
| <b>Dossiers décidés recevables par la commission</b>                                                                                          | <b>1 158</b> | <b>1 102</b> | <b>-4,8%</b>                   |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale                                                                                   | 9,1%         | 7,5%         |                                |
| <b>Dossiers décidés irrecevables par la commission</b>                                                                                        | <b>69</b>    | <b>64</b>    | <b>-7,2%</b>                   |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier                                                                                      | 21,7%        | 23,4%        |                                |
| <b>Dossiers orientés par la commission</b>                                                                                                    | <b>1 165</b> | <b>1 112</b> | <b>-4,5%</b>                   |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                   | 48,0%        | 50,4%        |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                   | 48,0%        | 47,9%        |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)    | 1,8%         | 0,8%         |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes                                                             | 50,2%        | 51,3%        |                                |
| <b>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</b>                                                                                       | <b>1 234</b> | <b>1 256</b> | <b>1,8%</b>                    |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)                 | 5,8%         | 5,8%         |                                |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)                                                                                               | 5,6%         | 5,1%         |                                |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)                                                                                           | 42,9%        | 45,1%        |                                |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)                                                                                             | 1,0%         | 0,7%         |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)                                                                             | 8,3%         | 7,3%         |                                |
|                                                                                                                                               | 2,9%         | 3,3%         |                                |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</i>                               |              |              |                                |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</i>       | 5,3%         | 4,0%         |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)                                                                 | 36,5%        | 36,0%        |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</i>                   | 30,5%        | 29,2%        |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</i>                                          | 15,6%        | 15,4%        |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i> | 6,1%         | 6,8%         |                                |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)                                                             | 77,2%        | 78,3%        |                                |

|                                                                                                                                                  |    |    |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|--|
| Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 7  | 7  |  |
| Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)                  | 16 | 15 |  |

## STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

|                                                                                              | Données commission | Données région | Données nationales |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|--------------------|
| Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*                                    | 5,1%               | 5,6%           | 5,2%               |
| Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 45,1%              | 41,6%          | 37,5%              |
| Part des plans conventionnels conclus*                                                       | 7,3%               | 7,5%           | 7,3%               |
| Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 36,0%              | 38,2%          | 42,7%              |
| Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*                           | 78,3%              | 76,5%          | 74,6%              |

\*en % de dossiers traités

## **ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ** **TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT**

| Nom commission            | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------|------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| <b>Commission du Gard</b> | <b>Dettes financières</b>          | 35 452                           | 896                             | 4 033            | 72,2%                          | 81,0%                          | 13 802                  | 3,0                                   |
|                           | dont dettes immobilières           | 17 027                           | 115                             | 186              | 34,7%                          | 10,4%                          | 87 391                  | 1,0                                   |
|                           | dont dettes à la consommation      | 17 652                           | 802                             | 3 262            | 36,0%                          | 72,5%                          | 12 607                  | 3,0                                   |
|                           | dont autres dettes financières     | 772                              | 496                             | 585              | 1,6%                           | 44,8%                          | 734                     | 1,0                                   |
|                           | <b>Dettes de charges courantes</b> | 4 985                            | 803                             | 2 701            | 10,2%                          | 72,6%                          | 3 134                   | 3,0                                   |
|                           | <b>Autres dettes</b>               | 8 652                            | 603                             | 1 359            | 17,6%                          | 54,5%                          | 1 900                   | 2,0                                   |
|                           | <b>Endettement global</b>          | 49 089                           | 1 106                           | 8 093            | 100,0%                         | 100,0%                         | 17 004                  | 6,0                                   |

| Nom géographique | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| <b>OCCITANIE</b> | <b>Dettes financières</b>          | 265 778                          | 7 224                           | 32 718           | 66,4%                          | 80,7%                          | 14 180                  | 3,0                                   |
|                  | dont dettes immobilières           | 114 822                          | 1 021                           | 1 635            | 28,7%                          | 11,4%                          | 91 785                  | 1,0                                   |
|                  | dont dettes à la consommation      | 144 564                          | 6 448                           | 26 257           | 36,1%                          | 72,0%                          | 12 500                  | 3,0                                   |
|                  | dont autres dettes financières     | 6 391                            | 3 891                           | 4 826            | 1,6%                           | 43,5%                          | 800                     | 1,0                                   |
|                  | <b>Dettes de charges courantes</b> | 45 149                           | 6 667                           | 23 549           | 11,3%                          | 74,5%                          | 3 338                   | 3,0                                   |
|                  | <b>Autres dettes</b>               | 89 280                           | 5 143                           | 11 850           | 22,3%                          | 57,4%                          | 1 961                   | 2,0                                   |
|                  | <b>Endettement global</b>          | 400 207                          | 8 954                           | 68 117           | 100,0%                         | 100,0%                         | 17 621                  | 7,0                                   |

# Rapport d'activité des commissions (Endettement) France métropolitaine

| Type de dettes                        | Encours des dettes<br>en milliers € | Nombre de<br>dossiers<br>recevables | Nombre de dettes | Part dans<br>l'endettement<br>global | Part des dossiers<br>concernés | Endettement<br>médian en € | Nombre médian de<br>dettes par dossier |
|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------|--------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------------------|
| Dettes financières                    | 3 003 526                           | 82 537                              | 376 945          | 67,8%                                | 80,1%                          | 14 579                     | 3,0                                    |
| <i>dont dettes immobilières</i>       | 1 276 388                           | 11 737                              | 18 703           | 28,8%                                | 11,4%                          | 90 751                     | 1,0                                    |
| <i>dont dettes à la consommation</i>  | 1 655 958                           | 73 844                              | 304 759          | 37,4%                                | 71,6%                          | 13 037                     | 3,0                                    |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 71 180                              | 43 216                              | 53 483           | 1,6%                                 | 41,9%                          | 793                        | 1,0                                    |
| Dettes de charges courantes           | 637 445                             | 79 112                              | 277 012          | 14,4%                                | 76,8%                          | 3 751                      | 3,0                                    |
| Autres dettes                         | 787 161                             | 56 282                              | 122 733          | 17,8%                                | 54,6%                          | 1 931                      | 2,0                                    |
| Endettement global                    | 4 428 132                           | 103 076                             | 776 690          | 100,0%                               | 100,0%                         | 18 218                     | 6,0                                    |